

100065715

BC/HE/

**L'AN DEUX MILLE TREIZE,
LE QUINZE AVRIL
A LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN (LOIRET), 4 rue de l'Arche, au siège de
l'Office Notarial ci-après nommé,
Maître Christophe GRASTEAU, Notaire à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN
(45380), 4 rue de l'Arche,**

**A reçu le présent acte contenant ATTESTATION IMMOBILIERE à la
requête de la ou des personnes ci-après identifiées.**

ATTENDU

I - Le décès et la dévolution successorale ci-après relatés.

II - La désignation, l'origine et la valeur des biens et droits réels immobiliers
pouvant dépendre de la succession.

III - La prise de qualité, l'acceptation de la succession et la réquisition par le
ou les ayants-droit. Etant précisé qu'au présent acte, le terme " ayant-droit ", qu'il soit
au singulier ou au pluriel, désigne celui ou ceux à qui est dévolue la succession parmi
lesquels, le cas échéant, seront distingués le conjoint survivant, les héritiers et les
légataires.

ET VU

Le ou les actes ci-après énoncés.

CERTIFIE ET ATTESTE

Conformément aux lois et décrets en vigueur, que les biens réels immobiliers
ci-après désignés, soit qu'ils dépendent de la communauté ayant existé entre la
personne décédée et le conjoint survivant, soit qu'ils dépendent de la succession de
ladite personne, se sont trouvés transmis aux ayants-droit en leurs qualités relatées ci-
après.

PERSONNE DÉCÉDÉE

Monsieur Côte Louis Henri **BOCOU**, en son vivant retraité, époux de Madame Enora Rozenn Marie HENCOR, demeurant à SAINT-AY (45130) 7 rue de la Pourcillière.

Né à CHAINGY (45380), le 1 avril 1928.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Décédé à SAINT-AY (45130) (FRANCE), le 7 janvier 2013.

MARIAGE - RÉGIME MATRIMONIAL

Monsieur et Madame **BOCOU - HENCOR** étaient mariés à la mairie de CHAINGY (45380) le 23 avril 1949 sous le régime de la communauté de biens réduits aux acquêts aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Robert HONORE, notaire à INGRE (45140), le 14 avril 1949.

DISPOSITIONS À CAUSE DE MORT

Aux termes du contrat de mariage sus-énoncé reçu par Maître HONORE, Notaire à INGRE, le 14 avril 1949, sous l'article onzième, les futurs époux se sont fait donation mutuelle au profit du survivant d'eux, ce accepté par chacun pour le survivant, de l'usufruit de l'universalité des biens mobiliers et immobiliers qui composeront la succession du premier mourant sans exception ni réserve autre que celle de la garde-robe et l'époux prédécédé qui sera remise à ses héritiers dans le mois du décès.

En cas d'existence d'enfants du mariage ou de descendants d'eux et si un ou plusieurs enfants ou autres descendants exigent la réduction de cette donation à la portion disponible, le survivant aura droit à la quotité disponible la plus large tant en toute propriété qu'en usufruit des biens formant la part héréditaire de celui ou ceux des enfants ou autres descendants qui exigeront la réduction.

CLAUDE DE PARTAGE INÉGAL DE COMMUNAUTÉ AVANTAGE MATRIMONIAL

A titre de convention de mariage, et conformément aux dispositions de l'article 1525 alinéa premier du Code civil, aux termes du contrat de mariage sus-relaté sous l'article huitième a été convenu entre les époux pour le seul cas de dissolution du régime par le décès de l'un d'entre eux, en présence ou non d'enfants du mariage :

Les biens mobiliers et immobiliers composant la communauté appartiendront pour moitié en toute propriété et moitié en usufruit au conjoint survivant et pour le surplus en nue-propriété aux ayants-droit de l'époux prédécédé.

Le passif de communauté sera supporté dans les mêmes proportions.

Pour jouir de son usufruit, le conjoint survivant sera dispensé de fournir caution, faire emploi et dresser inventaire.

I- DÉVOLUTION SUCCESSORALE

CONJOINT SURVIVANT

Madame Enora Rozenn Marie HENCOR, retraitée, demeurant à SAINT-AY (45130) 7 rue de la Pourcillière.

Née à ROSTRENEN (22110), le 2 juillet 1931.

Veuve de Monsieur Côte Louis Henri **BOCOU** et non remariée. Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Commune en biens ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

Bénéficiaire de la convention de mariage sus-énoncée.

Donataire en vertu de l'acte sus-énoncé.

Bénéficiaire à son choix exclusif, en vertu de l'article 757 du Code civil, du quart en toute propriété de l'universalité des biens et droits mobiliers et immobiliers composant la succession ou de l'usufruit de l'universalité des biens et droits mobiliers et immobiliers existants au jour de l'ouverture de la succession.

Madame Enora **BOCOU** est placée sous le régime de la tutelle des majeurs en vertu d'un jugement rendu par Monsieur le Juge des Tutelles du Tribunal d'Instance d'ORLEANS (45000), en date du 19 juillet 2007 et désignant Monsieur Jean-Nathan BOCOU, son fils, ci-après plus amplement nommé, administrateur légal sous contrôle judiciaire.

HÉRITIERS

LAISSANT pour habiles à se dire et porter héritiers ensemble pour le tout ou chacun pour les quotités ci-après :

Sauf à tenir compte des droits du conjoint survivant.

1°- Monsieur Jean-Nathan Côte Louis BOCOU, ambulancier, époux en secondes noces de Madame Clarisse Marie-Claire LECAS, demeurant à SAINT-AY (45130) 25 rue des Dahlias.

Né à ORLEANS (45000) le 15 février 1951.

Marié à la mairie de SARCE (72360) le 25 septembre 1987 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis. Monsieur Jean-Nathan Côte Louis BOCOU étant divorcé en premières noces de Madame Evelyne Marguerite POUCAS suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance d'ORLEANS le 27 mars 1986.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2°- Monsieur Louis Henri BOCOU, aide mécanicien, demeurant à LA GARDE (83130) 2C, rue circulaire des lilas.

Né à ORLEANS (45000) le 9 août 1956.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

3°- Madame Alice Enora Marie BOCOU, sans profession, épouse de Monsieur Hervé Yannick DUTOU, demeurant à FERFAY (62260) 224 rue des Iris.

Née à ORLEANS (45000) le 6 décembre 1960.

Mariée à la mairie de SAINT-JEAN DE BRAYE (45800) le 11 juillet 1985 sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Gérard FROMONT, notaire à SAINT-JEAN DE BRAYE, le 27 juin 1985.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

QUALITÉS HÉRÉDITAIRES

Madame Enora BOCOU a la qualité d'épouse commune en biens, donataire et bénéficiaire légale, de Monsieur Côte BOCOU son époux sus- nommé,

Monsieur Jean-Nathan BOCOU, Monsieur Alain BOCOU et Madame Alice DUTOU sont habiles à se dire et porter héritiers de Monsieur Côte BOCOU leur père sus-nommé, héritiers ensemble pour les TROIS/QUARTS (3/4) ou divisément chacun pour UN/QUART (1/4), sauf les droits de survie du conjoint survivant.

NOTORIETE

L'acte de notoriété constatant cette dévolution successorale a été reçu par le Notaire soussigné le 15 avril 2013.

PRESENCE - REPRESENTATION

- Madame Enora BOCOU née HENCOR, à ce non présente, mais représentée par Madame Céline JOURDES, clerk de notaire, tuteur ad'hoc spécialement désigné pour remplir ces fonctions suivant ordonnance du Juge des Tutelles du Tribunal d'Instance d'ORLEANS, en date du 22 mai 2013, afin d'intervenir à la succession du fait de l'opposition d'intérêts entre le tuteur et la majeure protégée.

- Monsieur Jean-Nathan BOCOU est présent à l'acte.
- Monsieur Alain BOCOU est présent à l'acte.
- Madame Alice DUTOU est présente à l'acte

OPTION LEGALE DU CONJOINT

Madame Céline JOURDES, clerk de notaire, tuteur ad'hoc de Madame Enora BOCOU, née HENCOR, déclare pour le compte du conjoint survivant opter pour l'usufruit de la totalité des biens de la succession, en vertu de l'ordonnance du juge des tutelles du Tribunal d'Instance d'ORLEANS, en date du 22 mai 2013.

II-COMPOSITION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA COMMUNAUTE

Il dépend à titre immobilier de la communauté ayant existé entre Monsieur et Madame BOCOU, savoir :

Article un

DESIGNATION

A LA CHAPELLE SAINT-MESMIN (LOIRET) 45380 Lieu-dit La Gabelière. Parcelles de culture

Cadastrées :

Section	N°	Lieudit	Surface
BA	412	La Gabelière	00 ha 00 a 66 ca
BA	413	La Gabelière	00 ha 17 a 92 ca

Total surface : 00 ha 28 a 58 ca

EVALUATION

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, ledit bien est évalué à :

SIX CENT MILLE EUROS, ci	600000,00 EUR
Dont moitié pour chaque époux ou sa succession, est de :	
TROIS CENT MILLE EUROS, ci	300000,00 EUR

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître FERRU, Notaire à ORLEANS, le 21 avril 1966, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière d'ORLEANS 2EME, le 14 mai 1966, volume 6459, numéro 10.

SERVITUDES

Il n'a pas été fait mention sur les titres de propriété antérieurs de l'existence des servitudes, annexé au présent acte.

Article deux**DESIGNATION**

A SAINT-AY (LOIRET) 45130, 7 rue de la Pourcillière,

1ent) Un corps de ferme à usage d'habitation, sur sous-sol surélevé comprenant : Sous-sol avec une chambre.

Une pièce avec cheminée, deux chambres, cuisine aménagée, entrée sur terrasse à l'arrière.

2ent) Terre

Figurant au cadastre savoir :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZK	3	7 rue de la Pourcillière	02 ha 02 a 99 ca

EVALUATION

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, ledit bien est évalué à :

HUIT CENT CINQUANTE MILLE EUROS, ci 850000,00 EUR

Dont moitié pour chaque époux ou sa succession, est de :

QUATRE CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS, ci 425000,00 EUR

EFFET RELATIF

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 15 mars 1978 publié au service de la publicité foncière d'ORLEANS 1ER le 15 mars 1978 volume R8, numéro 57.

SERVITUDES

Aux termes du procès-verbal de remembrement ci-dessus relaté il n'est pas indiqué de l'existence d'une servitude.

Article trois**DESIGNATION**

A LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN (LOIRET) 45380 124 Route de la Gare,

Une propriété composée :

1ent) d'une maison principale comprenant :

Au rez-de-chaussée : salon, une chambre, salle à manger, cuisine aménagée et équipée, arrière cuisine avec wc, lingerie.

A l'étage : trois chambres, salle de bains, wc, grenier.

2ent) hangar.

3ent) étangs et terres.

Figurant au cadastre savoir :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZL	12	la gare	00 ha 04 a 40 ca
ZL	16	142 route de la gare	02 ha 20 a 20 ca

Total surface : 02 ha 24 a 60 ca

EVALUATION

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, ledit bien est évalué à :

CENT CINQUANTE MILLE EUROS, ci	150000,00 EUR
Dont moitié pour chaque époux ou sa succession, est de :	
SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS, ci	75000,00 EUR

EFFET RELATIF

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 1^{er} décembre 1987 publié au service de la publicité foncière d'ORLEANS 1^{ER} le 1^{er} décembre 1987 volume R32, numéro 59

SERVITUDES

Aux termes du procès-verbal de remembrement ci-dessus relaté il est indiqué ce qui suit littéralement transcrit sous le titre OBSERVATIONS :

"servitude de passage d'une largeur de 4m sur ZL 16 le long et au profit de ZL 14 suivant décision de la commission communale du 24-2-1987".

COMPOSITION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA SUCCESSION

Il dépend à titre immobilier de la succession de Monsieur **C** Bernard

Article quatre

DESIGNATION

A SAINT-CYR-EN-VAL (LOIRET) 45590 27 Route de Beaufay.

Ancien bordage comprenant :

Dépendances en pierre en mauvais état.

Pavillon de plain pied.

Grange

et terres agricoles.

Ce bien est cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZM	70	27 route de Beaufay	08 ha 70 a 80 ca

EVALUATION

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, ledit bien est évalué à :

CENT SOIXANTE MILLE EUROS, ci	160000,00 EUR
-------------------------------	---------------

S'appliquant à la maison d'habitation avec environ 7000 m² de terrain à concurrence de CENT TRENTE-CINQ MILLE EUROS (135.000,00 EUR),

S'appliquant aux terres agricoles pour le surplus, à concurrence de VINGT-CINQ MILLE EUROS (25.000,00 EUR).

EFFET RELATIF

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 1^{er} février 1988 publié au service de la publicité foncière d'ORLEANS 1^{ER} le 1^{er} février 1988 volume R34, numéro 88.

RECAPITULATION DES EVALUATIONS

Biens communs

La valeur transmise en pleine propriété est de :
HUIT CENT MILLE EUROS, ci 800000,00 EUR

Biens propres en pleine propriété

La valeur transmise en pleine propriété est de :
CENT SOIXANTE MILLE EUROS, ci 160000,00 EUR

ETABLISSEMENT DE PROPRIETE BIEN(S) COMMUN(S)

ORIGINE DE PROPRIETE

En ce qui concerne les immeubles situés à LA CHAPELLE SAINT-MESMIN - désigné sous l'article 1

Le **BIEN** a été acquis par Monsieur et Madame BOCOU-HENCOR au cours et pour le compte de leur communauté de Madame Marie Thérèse Yvonne de COCARD, propriétaire, épouse de Monsieur Adelin Léon Jean FORESTIER domiciliée de droit à ANTIBES (Alpes Maritime) route de Biot, Villa "les deux sœurs" suivant acte reçu par Maître TETU notaire à ORLEANS, le 21 avril 1965.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de quarante-huit mille sept cent cinquante francs (48.750,00 frs) payé comptant et quittancé audit acte.

Cet acte contient toutes les déclarations d'usage.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au service de la publicité foncière d'ORLEANS 2EME le 14 mai 1966, volume 6459, numéro 10.

Les parcelles étaient cadastrées Section L n°826 et 827

En ce qui concerne l'immeuble situé à SAINT-AY - désigné sous l'article 2

Le **BIEN** (parcelle alors cadastrée section ZK 3 pour une contenance de 02ha 02a 99ca) a été attribué à la communauté existante entre Monsieur et Madame BOCOU-HENCOR aux termes des opérations de remembrement de la Commune de SAINT-AY suivant procès-verbal de remembrement clôturé le 15 mars 1978, publié au service de la publicité foncière de ORLEANS 1ER le 15 mars 1978, volume R8, numéro 57.

Les parcelles abandonnées à la masse de remembrement étaient cadastrées section D n° 361, 432 et 433, et dépendaient de la communauté existante entre et Monsieur et Madame BOCOU-HENCOR pour les avoirs acquises suivant acte reçu par Me MARCHAISSEAU, notaire à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN, le 2 décembre 1951, publié au service de la publicité foncière d'ORLEANS1^{er} bureau le 13 décembre 1951, volume 6010, n° 23.

En ce qui concerne l'immeuble situé à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN - désigné sous l'article 3

Le **BIEN** a été attribué à la communauté existante entre Monsieur et Madame BOCOU-HENCOR aux termes des opérations de remembrement de la Commune de LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN suivant procès-verbal de ce remembrement a été publié au service de la publicité foncière d'ORLEANS 1ER le 1er décembre 1987, volume R32, numéro 59.

Les parcelles abandonnées à la masse de remembrement étaient cadastrées section A n° 323, 407, 410, 411, 412, 413 et 415, et dépendaient de la communauté existante entre Monsieur et Madame BOCOU-HENCOR pour les avoirs acquises suivant acte reçu par Me MARCHAISSEAU, notaire à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN, le 6 août 1959, publié au service de la publicité foncière d'ORLEANS1^{er} bureau le 2 octobre 1959 volume 5452, n° 25.

ETABLISSEMENT DE PROPRIETE BIEN(S) PROPRE(S)

ORIGINE DE PROPRIETE

En ce qui concerne l'immeuble situé à SAINT-CYR-EN-VAL - désigné sous l'article 4

Le **BIEN** a été attribué en propre à Monsieur Côme BOCOU au moyen des opérations de remembrement de la Commune de SAINT-CYR-EN-VAL suivant procès-verbal de ce remembrement a été publié au service de la publicité foncière de ORLEANS1ER le 1er février 1988, volume R34, numéro 88.

Les parcelles abandonnées à la masse de remembrement étaient cadastrées section A n° 489, 490, 491, 724, 725 et 726 comme lui appartenant en propre, savoir :

- pour lui avoir été attribuées avec d'autres biens aux termes d'un acte reçu par Me HONORE, notaire à SAINT-CYR-EN-VAL le 8 juin 1960 contenant donation entre vifs à titre de partage anticipé par Monsieur et Madame BOCOU-PICHON, ses parents, à leurs deux enfants et seuls présomptifs héritiers chacun pour moitié, dont une expédition a été publiée au service de la publicité foncière d'ORLEANS1^{er} bureau le 28 juin 1960, volume 5548, n° 8.

- Pour lui avoir été attribuée en échange de biens lui appartenant en propre, suivant acte reçu par Me HONORE, notaire sus-nommé, le 20 décembre 1963, dont une expédition a été publiée au service de la publicité foncière d'ORLEANS 1^{er} bureau le 17 janvier 1964, volume 6025, n° 29.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance d'une réquisition de renseignements sommaires urgents hors formalités, délivrée par le service de la publicité foncière compétent.

REQUISITION - PUBLICATION

L' "ayant-droit " requiert le Notaire soussigné de dresser la présente attestation de propriété pour la faire publier, savoir :

- En ce qui concerne le bien situé à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN au service de la publicité foncière d'ORLEANS 2^{ème} bureau.

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de quatre-vingt-cinq euros (85,00 eur).

- En ce qui concerne les biens situés à SAINT-AY, SAINT-CYR-EN-VAL et LA CHAPELLE SAINT MESMIN au service de la publicité foncière d'ORLEANS 1^{er} bureau.

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de deux cent quatre-vingt-dix euros (290,00 eur).

La taxe fixe sera perçue au service de la publicité foncière d'ORLEANS 1^{er} bureau.

DROIT DE JOUISSANCE TEMPORAIRE DU LOGEMENT PAR LE CONJOINT SUCCESSIBLE

L'article 763 du Code civil dispose que :

« Si, à l'époque du décès, le conjoint successible occupe effectivement, à titre d'habitation principale, un logement appartenant aux époux ou dépendant totalement de la succession, il a de plein droit, pendant une année, la jouissance gratuite de ce logement, ainsi que du mobilier, compris dans la succession, qui le garnit.

« Si son habitation était assurée au moyen d'un bail à loyer ou d'un logement appartenant pour partie indivise au défunt, les loyers ou l'indemnité d'occupation lui en seront remboursés par la succession pendant l'année, au fur et à mesure de leur acquittement.

« Les droits prévus au présent article sont réputés effets directs du mariage et non droits successoraux.

« Le présent article est d'ordre public. »

DROIT DE JOUISSANCE VIAGER DU LOGEMENT PAR LE CONJOINT SUCCESSIBLE

Le notaire soussigné rappelle aux présentes les dispositions de l'article 764, premier alinéa, du Code civil :

« Sauf volonté contraire du défunt exprimée dans les conditions de l'article 971, le conjoint successible qui occupait effectivement, à l'époque du décès, à titre d'habitation principale, un logement appartenant aux époux ou dépendant totalement de la succession, a sur ce logement, jusqu'à son décès, un droit d'habitation et un droit d'usage sur le mobilier, compris dans la succession, le garnissant. »

Etant observé que cet article n'est pas d'ordre public, le conjoint pouvant être le cas échéant privé de ces droits par testament authentique.

Le notaire précise qu'aux termes de l'article 765-1 du Code civil, le conjoint dispose d'un an à partir du décès pour manifester sa volonté de bénéficier de ces droits d'habitation et d'usage, sauf s'il a été privé de ces droits par testament authentique.

PLUS – VALUES IMMOBILIERES

Le Notaire soussigné a averti les parties de la réglementation actuellement applicable en matière de plus-values immobilières en cas de vente.

Les parties déclarent notamment être informées que la valeur des biens immobiliers reçus servant de base au calcul de l'impôt sur la plus-value est par principe celle qui est portée dans la déclaration de succession souscrite sur imprimé cerfa numéro 2705, conformément à l'article 150 VB I du Code général des impôts.

ACCEPTATION DE LA SUCCESSION

Les ayants-droit acceptent dès à présent la succession, ayant été préalablement avertis par le Notaire soussigné des conséquences de cette acceptation, ce qu'ils reconnaissent.

ORDONNANCE DU JUGE DES TUTELLES

Préalablement aux présentes a été obtenue du Juge des Tutelles près le Tribunal d'Instance d'ORLEANS l'autorisation d'accepter la succession purement et simplement au profit de Madame Enora BOCOUC.

L'ordonnance en date du 22 mai 2013 demeurée jointe et annexé après mention.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tous les collaborateurs de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

PAR SUITE DES FAITS ET ACTES SUS-ENONCES le Notaire soussigné certifie et atteste que les biens immobiliers faisant l'objet des présentes, appartiennent à :

Madame Enora BOCOU, Monsieur Jean-Nathan BOCOU, Monsieur Alain BOCOU et Madame Alice DUTOU.

EN FOI DE QUOI, le Notaire soussigné a délivré la présente attestation de propriété destinée à être soumise à la formalité unique au service de la publicité foncière compétent.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'Office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment auprès du service de la publicité foncière compétent et à des fins comptables et fiscales. Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'Office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@notaires.fr, 0820.845.988.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes physiques, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée au vu d'un extrait d'acte de naissance.

DONT ACTE sur onze pages

Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Paraphes

Fait et passé aux lieux, jour, mois et an ci-dessus indiqués.
Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire.